

# Le président Kabila ne lâche rien

**Congo-Kinshasa S'il semble lâcher du lest, c'est pour mieux perpétuer le blocage.**

Analyse Marie-France Cros

Le président Joseph Kabila, dont le maintien au pouvoir au-delà de la fin de son dernier mandat légal, le 20 décembre 2016, a créé une crise politique au Congo, s'est adressé mercredi au Congrès à Kinshasa pour *"baliser la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre"*. Ce dernier établit que le chef de l'Etat peut rester au pouvoir un an de plus – le temps d'organiser, avant la fin 2017, les élections qu'il n'a pas organisées en 2016 – moyennant un partage du pouvoir avec l'opposition.

On sait qu'il renâcle à ce dernier. S'il avait cédé, le 31 décembre dernier, c'est poussé par l'insistance du puissant Angola voisin et par le risque d'explosion sociale. Depuis lors, cependant, la Majorité présidentielle a tout fait pour bloquer les négociations sur la mise en œuvre de cet accord en revenant sur ce qu'elle avait concédé à la Saint-Sylvestre. Mercredi, le chef de l'Etat a repris ses arguments, tout en se donnant l'air de faire un geste.

**Un Premier ministre "dans les 48h"**

Il a ainsi annoncé la nomination impérative *"dans les 48h"* d'un nouveau Premier ministre. Ce poste est réservé à l'opposition par l'accord de la Saint-Sylvestre mais M. Kabila

réclame une *"liste des candidats"* parmi lesquels il puisse choisir, alors que ce procédé n'a jamais été utilisé pour la nomination des précédents Premiers ministres. Mercredi, il a assuré qu'*"un large consensus (s'était) dégagé sur la procédure de désignation"* du futur Premier ministre, alors qu'il n'en est rien, sauf parmi des dissidents de l'opposition gagnés aux vues du chef de l'Etat. On craint donc qu'il ne désigne l'un d'eux – imitant Mobutu dans ses dernières années de pouvoir, qui furent les plus destructrices pour le pays.

Même jeu pour le second poste revenant à l'opposition selon l'accord de la Saint-Sylvestre. Le président du Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA) doit être le *"président du conseil des Sages du Rassemblement"* d'opposition, soit Pierre Lumbi (des dissidents, peu nombreux, l'ont refusé). M. Kabila a dit mercredi qu'il demandait *"aux deux chambres du Parlement d'adopter rapidement la loi organique y relative"* et la désignation pour ce poste *"d'une personnalité consensuelle"*.

Il y a gros à parier que l'adoption de cette loi organique traînera en longueur, laissant de longs mois encore le gouvernement et la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) sans aucun contrôle par l'opposition, contrairement à ce qu'établissait l'accord de la Saint-Sylvestre. Ce dernier vient pourtant de recevoir un soutien de poids du Conseil de sécurité de l'Onu qui, fin mars, a fait de l'appui à sa mise en

œuvre la deuxième priorité de la Monusco (Mission de l'Onu au Congo) après la protection des civils.

**Revirement sur les élections**

Le président Kabila s'est aussi félicité que la Ceni ait déjà enrôlé 21,5 millions d'électeurs *"avec, essentiellement, le financement propre au gouvernement"* pour un coût évalué *"à ce jour à 320 millions de dollars"*. Cet enrôlement a cependant été réalisé sans guère de transparence alors que la Ceni actuelle est jugée aux ordres du pouvoir. Qui a vérifié si personne n'avait été enregistré deux fois? Et rien n'indique que la liste des enrôlés a été affichée dans chaque lieu d'enregistrement, afin que le public puisse la contrôler.

Alors que la Majorité présidentielle réclamait l'aide des bailleurs de fonds pour financer les élections – d'un coût annoncé de *"1,8 milliard de dollars"* (les experts l'estiment plutôt à environ 600 millions de dollars) – et justifiait par ce coût, depuis 2015, le fait qu'elles n'ont pas été organisées en 2016, M. Kabila a assuré mercredi: *"Ce processus étant l'œuvre des Congolais, financé par les Congolais eux-mêmes, aucune ingérence étrangère, ni dans son pilotage, moins encore dans son déroulement, ne sera tolérée."*

Enfin, bien qu'il soit au pouvoir depuis 16 ans, M. Kabila a déclaré mercredi: *"Aujourd'hui, nous avons pris la mesure du défi"* socio-économique et promis d'agir pour améliorer l'économie du Congo et soutenir les PME.

*"Notre pays ne saurait plus indéfiniment être ce grand marché offrant l'opportunité d'affaires et d'emplois aux peuples des pays tiers, au détriment de sa propre population."*

Joseph Kabila